

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205078]

29 OCTOBRE 2015. — Décret portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un Fonds des études techniques qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

§ 2. Sont affectées au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, les recettes :

1° résultant des prestations effectuées pour le compte d'une personne autre que la Région wallonne tant par les bureaux d'études du Département des Etudes techniques de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie que par d'autres bureaux d'études du Service public de Wallonie désignés par le Gouvernement;

2° de tous paiements imposés par les dispositions législatives et réglementaires, relatives à l'utilisation du réseau routier et autoroutier en matière de transport dangereux et transport exceptionnel.

§ 3. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

1° à la sous-traitance partielle de certaines commandes passées aux bureaux d'études visés au paragraphe 2, 1°;

2° à l'achat de biens meubles corporels ou incorporels en rapport avec l'exécution des commandes passées aux bureaux d'études visés au paragraphe 2, 1°;

3° à l'engagement de personnel sous contrat de travail à durée déterminée affecté à la réalisation de commandes;

4° à des expériences pilotes et à des dispositifs expérimentaux de recherche et de développement divers en matière d'ouvrages d'art ou de routes.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé un Fonds du trafic routier qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

§ 2. Sont affectées au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, les recettes résultant :

1° des remboursements effectués par les tiers responsables de dommages causés aux biens meubles et immeubles du domaine de la Région wallonne gérés par la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments, ainsi que des récupérations des sommes indûment avancées dans le cadre du règlement de litiges en matière de responsabilité du fait des biens précités;

2° de tous paiements résultant de dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation du réseau routier et autoroutier, en ce compris l'Eurovignette et la redevance de voirie Gaz et à l'exception de ceux visés en application du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes;

3° des amendes administratives perçues en vertu de l'article 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, lorsque l'infraction a été commise sur le domaine public régional routier;

4° des versements des aides européennes obtenues dans le cadre du programme "Central European Region Transport Telematics Implementation Project" - CENTRICO;

5° des amendes administratives perçues en matière de transport de matières dangereuses et transport exceptionnel par route;

6° des amendes administratives perçues en matière de sûreté, dimensions et signalisation de chargement;

7° des amendes administratives perçues en matière de placement de signalisation routière;

8° des amendes administratives perçues en matière de contrôle technique et homologation des véhicules;

9° des amendes administratives perçues en matière de vitesse.

§ 3. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

1° à la réparation des dommages survenus au réseau routier et autoroutier;

2° à la construction et l'entretien du réseau routier et autoroutier, en ce compris les interventions en faveur de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, ci-après SÓFICO;

3° au paiement des chantiers et études réalisés dans le cadre du programme européen CENTRICO;

4° au financement de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière;

5° au financement des dépenses de sécurisation du réseau routier régional, en ce compris le traitement d'obstacles latéraux sur voiries régionales via les dépenses en génie civil, en équipements routiers, en services;

6° au financement des activités et des outils de contrôle de la police domaniale;

7° au financement de bases de données et outils de gestion pour le transport de marchandises dangereuses et le transport exceptionnel par route;

8° au financement de bases de données et outils de gestion de la signalisation ainsi que du point de contact avec les gestionnaires cartographiques de GPS;

9° à l'utilisation de nouvelles technologies et procédures permettant d'augmenter l'efficacité des contrôles nécessaires pour préserver la sécurité des usagers de la route, en ce compris le financement des activités d'homologation des instruments de mesures dans le cadre de compétences régionales de contrôle de la sécurité routière;

10° à des subventions pour études et expériences pilotes dans le domaine routier et autoroutier.

§ 4. En outre, le Fonds visé au paragraphe 1^{er} peut recevoir les versements effectués par la SOFICO pour financer les expropriations auxquelles la Région procède en vue de la réalisation de ses projets et ce, afin d'en effectuer le versement aux propriétaires expropriés.

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé un Fonds du trafic fluvial qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

§ 2. Sont affectés au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, les recettes résultant :

1° des remboursements effectués par les tiers responsables de dommages causés aux biens meubles et immeubles du domaine de la Région géré par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques ainsi que des récupérations des sommes indûment avancées, en ce compris dans le cadre du règlement de litiges en matière de responsabilité du fait des biens précités;

2° de tous paiements découlant de dispositions législatives et réglementaires, relatives à l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances;

3° des remboursements effectués dans le cadre des projets faisant l'objet d'un cofinancement européen, en ce compris le projet Interreg - RET-T, et visant la partie wallonne du cofinancement;

4° des amendes administratives perçues en vertu de l'article 9 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, lorsque l'infraction a été commise sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

5° de la vente des produits manufacturés issus de la Carrière de Gore, en ce compris la rémunération des agents pour leurs prestations y relatives;

6° des remboursements effectués par l'institution nationale prévue par l'article 9 de la convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et ce, conformément à l'article 5, § 2, 5°, de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions signé le 3 décembre 2009, concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure signée à Strasbourg le 9 septembre 1996;

7° du jaugeage et de la certification des bateaux;

8° des amendes administratives perçues en matière de règles de police de la navigation sur les voies navigables;

9° des amendes administratives perçues en matière de règles de prescriptions d'équipage de navigation intérieure et de règles en matière de sécurité des bateaux de navigation intérieure;

10° de la vente des certificats verts provenant de la production hydraulique régionale;

11° de la facturation des prestations concernant les certifications des bâtiments de navigation intérieure telles que prévues par l'annexe de l'arrêté royal du 7 décembre 2007 fixant les tarifs des rétributions pour les prestations concernant les certifications des bâtiments de navigation intérieure;

12° de la facturation des prestations pour tiers effectuées par le Département des études et de l'appui à la gestion de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques.

§ 3. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

1° à la réparation des dommages survenus au réseau des voies hydrauliques;

2° à l'entretien du réseau précité;

3° aux projets cofinancés par des fonds européens dont le préfinancement a été pris en charge par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques;

4° à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant sur le réseau des voies hydrauliques géré par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques, en application de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure signée à Strasbourg le 9 septembre 1996;

5° au jaugeage et à la certification des bateaux;

6° au financement des activités et des outils de la police domaniale;

7° à la prise en charge des prestations effectuées par des tiers pour la certification des bâtiments de navigation intérieure;

8° à la prise en charge des dépenses de fonctionnement exposées par le Département des Etudes et de l'Appui à la Gestion de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques, en particulier dans le cadre des prestations effectuées pour le compte de tiers.

§ 4. Le Fonds visé au paragraphe 1^{er} peut enregistrer les versements effectués par la SOFICO en contrepartie des services rendus par le Service public de Wallonie dans le cadre du contrat de services relatif à la gestion des voies navigables.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé un Fonds de la sécurité routière qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

§ 2. Sont affectées au Fonds les recettes concernant :

- 1° les redevances à percevoir en matière de réception des véhicules à moteur;
- 2° les redevances consécutives aux frais de contrôle et de surveillance des organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation;
- 3° les redevances provenant des écoles de conduite et assimilés;
- 4° les redevances pour l'obtention des brevets d'aptitude professionnelle dans le cadre de l'examen à la conduite;
- 5° les redevances provenant de l'introduction d'une requête auprès de la commission de recours en matière d'examen à la conduite telle que prévue à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;
- 6° les redevances provenant des stations de contrôle technique, en ce compris la contribution visée par l'article 22 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

En cas de dissolution de l'association sans but lucratif "Fonds de prévision et d'utilité de l'inspection des véhicules automobiles (FIA)", l'éventuel excédent des recettes nettes perçues par les organismes de contrôle technique dans le cadre de leurs activités, visé par les articles 23 et 24 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation est affecté en tant que recette au Fonds visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

- 1° à l'examen à la conduite, en ce compris l'organisation des examens pour l'obtention de permis de conduire, la commission de recours en matière de formation à la conduite et l'organisation des examens des formateurs pour écoles de conduite;
- 2° aux stations de contrôle technique et à leur amélioration;
- 3° à l'homologation des véhicules;
- 4° à la prise en charge des frais générés par l'organisation des formations spécifiques à l'examen à la conduite pour les personnes présentant des difficultés motrices ou psychologiques;
- 5° à l'organisation des contrôles des appareils de mesure dans les stations de contrôle technique;
- 6° aux actions de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière;
- 7° au développement d'un continuum pédagogique de sensibilisation et de formation à la sécurité routière et à la mobilité dans l'enseignement préscolaire, obligatoire et supérieur;
- 8° à la couverture des frais de fonctionnement des stations de contrôle technique en déficit, telle que visée par l'article 24 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;
- 9° aux investissements dans les infrastructures pour les stations de contrôle technique;
- 10° au centre de gestion des voies de communication, routes et voies navigables, de la Région wallonne;
- 11° au financement de la sécurisation du réseau routier régional réalisé au travers d'investissements en génie civil, en électromécanique et en achat de matériel;
- 12° au financement de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière;
- 13° aux investissements réalisés par la SOFICO liés à la politique de prévention et de répression en matière de sécurité routière ainsi qu'aux investissements liés au centre Perex.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé un Fonds des infractions routières régionales qui constitue un fonds budgétaire conformément à l'article 4 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

§ 2. A l'exception de recettes pour un montant maximal de 43.950.000 euros directement versés au budget général des recettes de la Région wallonne, sont affectées au Fonds visé au paragraphe 1^{er} les recettes, excédant ce montant, résultant des perceptions immédiates, transactions et amendes pénales liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relèvent de la compétence de la Région wallonne et qui sont attribuées à celle-ci en fonction du lieu de l'infraction conformément à l'article 2bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

§ 3. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, sont seules imputées les dépenses relatives :

- 1° au financement de la sécurisation du réseau routier régional réalisé au travers d'investissements en génie civil, en électromécanique et en achat de matériel;
- 2° au financement des actions de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière;
- 3° au financement de la sécurisation de points noirs sur l'ensemble du réseau routier wallon.

Art. 6. Le décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, modifié en dernier lieu par le décret du 16 juillet 2015, est abrogé.

L'article 12 du décret du 16 juillet 2015 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, est abrogé.

L'article 9 du décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité est abrogé.

Art. 7. Le solde disponible au 31 décembre 2015 du Fonds des études techniques créé par le décret du 17 décembre 1992 est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds des études techniques du présent décret.

Le solde disponible au 31 décembre 2015 du Fonds de péage et des avaries - Secteur Routes et Autoroutes, créé par le décret du 17 décembre 1992 est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds du trafic routier.

Le solde disponible au 31 décembre 2015 du Fonds du trafic et des avaries - Secteur Voies hydrauliques, créé par le décret du 17 décembre 1992 est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds du trafic fluvial.

Le solde disponible au 31 décembre 2015 du Fonds de la sécurité routière et de la sensibilisation régionale à la sécurité routière, créé par le décret du 16 juillet 2015 est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds de la sécurité routière.

Le solde disponible au 31 décembre 2015 du Fonds des infractions routières régionales, créé par le décret-programme du 11 décembre 2014 est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds des infractions routières régionales du présent décret.

Art. 8. Le Gouvernement wallon s'engage à fournir au Parlement wallon un rapport annuel détaillé des activités opérationnelles et financières des fonds concernés par le présent décret.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 octobre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 292 (2015-2016), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 octobre 2015.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205078]

29. OKTOBER 2015 — Dekret zur Errichtung von Haushaltsfonds
in Sachen Straßen und Wasserwege (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - § 1 - Es wird ein Fonds für technische Studien geschaffen, der einen Haushaltsfonds gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung bildet.

§ 2 - Dem in § 1 erwähnten Fonds werden die Einnahmen aus folgenden Quellen zugeteilt:

1° aus den Dienstleistungen der Planungsbüros der Abteilung technische Studien der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie, sowie aus den Dienstleistungen anderer von der Regierung bezeichneter Planungsbüros des öffentlichen Dienstes der Wallonie zugunsten einer Drittperson;

2° aus allen Zahlungen, die aufgrund von Rechts- und verordnungsmäßigen Vorschriften in Zusammenhang mit der Benutzung des Straßen- und Autobahnnetzes in Sachen gefährlicher Transport und Sondertransport auferlegt werden.

§ 3 - Den Mitteln bezüglich des in § 1 erwähnten Fonds werden nur folgende Ausgaben angerechnet:

1° zur Weitergabe eines Teils von bestimmten, den in § 2 Ziffer 1 erwähnten Planungsbüros vergebenen Aufträgen;

2° zur Anschaffung von beweglichen materiellen und immateriellen Gütern in Zusammenhang mit der Durchführung der an die in § 2 Ziffer 1 erwähnten Büros vergebenen Aufträge;

3° zur Einstellung, mit zeitlich begrenztem Arbeitsvertrag, von mit der Erledigung von Bestellungen beauftragtem Personal;

4° für Pilotexperimente und verschiedene experimentelle Forschungs- und Entwicklungsvorrichtungen im Bereich der Bauwerke und Straßen.

Art. 2 - § 1 - Es wird ein Fonds für den Straßenverkehr geschaffen, der einen Haushaltsfonds gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung bildet.

§ 2 - Dem in § 1 erwähnten Fonds werden die Einnahmen aus folgenden Quellen zugeteilt:

1° aus den Rückzahlungen von Drittpersonen, die für die Schäden haften, die den beweglichen und unbeweglichen Gütern der Domäne der Wallonischen Region zugefügt werden, welche von der Operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude verwaltet werden, und aus der Beitreibung von irrigerweise gezahlten Vorschüssen im Rahmen der Schlichtung von Streitfällen bezüglich der Haftung in Zusammenhang mit den vorgenannten Gütern;

2° aus allen Zahlungen, die sich aus Rechts- und verordnungsmäßigen Vorschriften in Zusammenhang mit der Benutzung des Straßen- und Autobahnnetzes ergeben, einschließlich der Eurovignette und der Gas-Straßengebühr und mit Ausnahme der Zahlungen, die im Dekret vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen erwähnt sind;

3° aus den Verwaltungsstrafen, die aufgrund von Artikel 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes eingezogen werden, wenn der Verstoß auf dem regionalen öffentlichen Straßennetz begangen worden ist;

4° aus den Einzahlungen von europäischen Beihilfen im Rahmen des CENTRICO-Programms ("Central European Region Transport Telematics Implementation Project");

5° aus den in Sachen Gefahrguttransport und Sondertransport per Straße verhängten Verwaltungsstrafen;

6° aus den in Sachen Sicherheit, Abmessungen und Kennzeichnung der Ladung verhängten Verwaltungsstrafen;

7° aus den in Sachen Anbringung der Verkehrszeichen verhängten Verwaltungsstrafen;

8° aus den in Sachen technische Kontrolle und Genehmigung der Fahrzeuge verhängten Verwaltungsstrafen;

9° aus den in Sachen Geschwindigkeit verhängten Verwaltungsstrafen.

§ 3 - Den Mitteln bezüglich des in § 1 erwähnten Fonds werden nur folgende Ausgaben angerechnet:

1° Ausgaben in Zusammenhang mit der Reparatur von Schäden am Straßen- und Autobahnnetz;

2° Ausgaben zum Bau und Unterhalt des Straßen- und Autobahnnetzes, einschließlich der Beteiligungen zugunsten der "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) (SOFICO);

3° Ausgaben zur Zahlung von Baustellen und Studien im Rahmen des Europäischen Programms CENTRICO;

4° Ausgaben zur Finanzierung der "Agence wallonne pour la Sécurité routière" (Wallonische Agentur für die Verkehrssicherheit);

5° Ausgaben zur Finanzierung der Sicherung des regionalen Straßennetzes, einschließlich der Behandlung von seitlichen Hindernissen auf regionalen Straßen, durch die Ausgaben für Bauwerke, Straßenausrüstungen und Dienstleistungen;

6° Ausgaben zur Finanzierung der Tätigkeiten und der Kontrollinstrumente der Domänenpolizei;

7° Ausgaben zur Finanzierung von Datenbanken und Verwaltungsinstrumenten für den Gefahrguttransport und den Sondertransport per Straße;

8° Ausgaben zur Finanzierung von Datenbanken und Instrumenten zur Regelung der Signaleinrichtungen sowie von der Kontaktstelle mit den Verwaltern der GPS-Kartographie;

9° Ausgaben zur Benutzung von neuen Technologien und Verfahren zur Steigerung der Effizienz der Kontrollen, die zur Sicherheit der Verkehrsteilnehmer nötig sind, einschließlich der Finanzierung von Aktivitäten bezüglich der Zulassung von Messinstrumenten im Rahmen der regionalen Befugnisse im Bereich der Kontrolle der Verkehrssicherheit;

10° Ausgaben für Zuschüsse für Studien und Pilotexperimente im Bereich der Straßen und Autobahnen.

§ 4 - Darüber hinaus kann der in § 1 erwähnte Fonds die von der SOFICO getätigten Überweisungen zur Finanzierung der Enteignungen, die die Region durchführt, um ihre Projekte durchzuführen, empfangen und zwar, um diese Beträge den enteigneten Eigentümern zu überweisen.

Art. 3 - § 1 - Es wird ein Fonds für den Binnenschiffsverkehr geschaffen, der einen Haushaltsfonds gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung bildet.

§ 2 - Dem in § 1 erwähnten Fonds werden die Einnahmen aus folgenden Quellen zugeteilt:

1° aus Rückzahlungen von Drittpersonen, die für die Schäden haften, die den beweglichen und unbeweglichen Gütern der Domäne der Wallonischen Region zugefügt werden, welche von der Operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege verwaltet wird, und aus der Beitreibung von irrigerweise gezahlten Vorschüssen, einschließlich im Rahmen der Schlichtung von Streitfällen bezüglich der Haftung in Zusammenhang mit den vorgenannten Gütern;

2° aus allen Zahlungen, die sich aus Rechts- und verordnungsmäßigen Vorschriften in Zusammenhang mit der Benutzung des Wasserwegenetzes und seiner Nebenanlagen ergeben;

3° aus Rückzahlungen im Rahmen von Projekten, die Gegenstand einer Europäischen Mitfinanzierung sind, einschließlich des Projekts Interreg - RET-T, und die auf den wallonischen Teil der Mitfinanzierung abzielen;

4° aus den Verwaltungsstrafen, die aufgrund von Artikel 9 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes eingezogen werden, wenn der Verstoß auf dem regionalen öffentlichen Wasserstraßennetz begangen worden ist;

5° aus dem Verkauf von verarbeiteten Erzeugnissen aus dem Steinbruch von Gore, einschließlich der Entlohnung der Bediensteten für ihre entsprechenden Leistungen;

6° aus den Rückzahlungen, die durch die nationale Einrichtung durchgeführt werden, die in Artikel 9 des in Straßburg am 9. September 1996 unterzeichneten Übereinkommens über die Sammlung, Abgabe und Annahme von Abfällen vorgesehen ist, gemäß Artikel 5 § 2 Ziffer 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Dezember 2009 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen betreffend die Umsetzung des in Straßburg am 9. September 1996 unterzeichneten Übereinkommens über die Sammlung, Abgabe und Annahme von Abfällen in der Rhein- und Binnenschifffahrt;

7° aus der Vermessung und der Zertifizierung von Schiffen;

8° aus administrativen Geldbußen, die in Anwendung von Schifffahrtspolizeiregeln auf schiffbaren Wasserwegen erhoben wurden;

9° aus administrativen Geldbußen, die in Anwendung der Regeln in Bezug auf die Besatzung der Schiffe und die Sicherheit der Schiffe in der Binnenschifffahrt erhoben wurden;

10° aus dem Verkauf von grünen Zertifikaten aus der regionalen Wasserkraft;

11° aus der Fakturierung von Leistungen im Bereich der Zertifizierung von Binnenschiffen in Anwendung des Anhangs zum Königlichen Erlass vom 7. Dezember 2007 zur Festlegung der Tarife für die Entlohnung von Leistungen im Bereich der Zertifizierung von Binnenschiffen;

12° aus der Fakturierung von Leistungen für Drittpersonen, die von der Abteilung Studien und Verwaltungsberatung der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege erbracht worden sind.

§ 3 - Den Mitteln bezüglich des in § 1 erwähnten Fonds werden nur folgende Ausgaben angerechnet:

1° Ausgaben in Zusammenhang mit der Reparatur von Schäden am Wasserwegenetz;

2° Ausgaben für die Instandhaltung des vorgenannten Netzes;

3° Ausgaben für durch Europäische Fonds mitfinanzierte Projekte, deren Vorfinanzierung von der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege vorgenommen worden ist;

4° Ausgaben für die Sammlung, Abgabe und Annahme von Abfällen im durch die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserwege verwalteten Wasserstraßennetz in Anwendung des in Straßburg am 9. September 1996 unterzeichneten Übereinkommens über die Sammlung, Abgabe und Annahme von Abfällen in der Rhein- und Binnenschifffahrt;

5° Ausgaben für die Vermessung und die Zertifizierung von Schiffen;

6° Ausgaben für die Finanzierung der Tätigkeiten und der Instrumenten der Domänenpolizei;

7° Ausgaben für die Übernahme von Leistungen durch Drittpersonen für die Zertifizierung von Binnenschiffen;

8° Ausgaben für die Übernahme von geringen Betriebskosten durch die Abteilung Studien und Verwaltungsberatung der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege, insbesondere im Rahmen von Leistungen für Rechnung von Drittpersonen.

§ 4 - Der im § 1 erwähnte Fonds kann die von der SOFICO getätigten Überweisungen als Ausgleich für die vom Öffentlichen Dienst der Wallonie im Rahmen des Dienstleistungsvertrags für die Verwaltung der Wasserwege erbrachten Dienste registrieren.

Art. 4 - § 1 - Es wird ein Fonds für die Verkehrssicherheit geschaffen, der einen Haushaltsfonds gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung bildet.

§ 2 - Diesem Fonds werden die Einnahmen aus folgenden Quellen zugeteilt:

- 1° aus Gebühren im Bereich der Abnahme von Motorfahrzeugen;
- 2° aus Gebühren anschließend an Kosten für die Kontrolle und Überwachung der mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragten Stellen;
- 3° aus Gebühren zu Lasten der Fahrschulen und gleichgestellten Einrichtungen;
- 4° aus Gebühren für die Erlangung der Berufsbefähigungsbrevets im Rahmen der Fahrprüfung;
- 5° aus Gebühren infolge der Einreichung eines Antrags bei dem im Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein vorgesehenen Beschwerdeausschuss für Fahrprüfungen;
- 6° aus Gebühren zu Lasten der technischen Prüfstellen, einschließlich des Beitrags, der in Artikel 22 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, erwähnt ist;

Im Falle der Auflösung der Vereinigung ohne Erwerbszweck "Fonds de prévision et d'utilité de l'inspection des véhicules automobiles (FIA)" wird der etwaige, in den Artikeln 23 und 24 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, erwähnte Überschuss der Nettoeinnahmen, die von den technischen Kontrolleinrichtungen im Rahmen ihrer Tätigkeiten bezogen werden, dem in § 1 erwähnten Fonds als Einnahme zugeteilt.

§ 3 - Den Mitteln bezüglich des in § 1 erwähnten Fonds werden nur folgende Ausgaben angerechnet:

- 1° Ausgaben in Bezug auf die Fahrprüfung, einschließlich der Organisation von Prüfungen für den Führerschein, des Beschwerdeausschusses in Sachen Fahrausbildung und der Organisation von Prüfungen für die Lehrkräfte in Fahrschulen;
- 2° Ausgaben in Bezug auf die technischen Prüfstellen und deren Verbesserung;
- 3° Ausgaben in Bezug auf die Fahrzeuggenehmigung;
- 4° Übernahme der Kosten in Zusammenhang mit der Organisation von spezifischen Lehrgängen im Bereich der Fahrprüfung für Personen mit einer körperlichen oder psychologischen Behinderung;
- 5° Ausgaben in Bezug auf die Organisation der Kontrolle der Messgeräte in den technischen Prüfstellen;
- 6° Ausgaben in Bezug auf Aktionen für die Sensibilisierung und die Ausbildung im Bereich der Verkehrssicherheit;
- 7° Ausgaben in Zusammenhang mit der Gewährleistung einer pädagogischen Kontinuität für die Sensibilisierung und Ausbildung im Bereich der Verkehrssicherheit und der Mobilität im Vorschul-, Pflicht- und oberen Unterricht;
- 8° Ausgaben in Zusammenhang mit der Deckung der Betriebskosten der defizitären technischen Prüfstellen nach Artikel 24 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;
- 9° Investitionen in die Infrastrukturen der technischen Prüfstellen;
- 10° Ausgaben in Zusammenhang mit dem Verwaltungszentrum der Verkehrsverbindungen (Straßen und Wasserwege) der Wallonischen Region;
- 11° Ausgaben zur Finanzierung der Sicherung des regionalen Straßennetzes mittels Investitionen für Bauarbeiten, Elektromechanik und für den Erwerb von Ausrüstungen;
- 12° Ausgaben zur Finanzierung der "Agence wallonne pour la Sécurité routière";
- 13° Ausgaben für Investitionen, die durch die SOFICO getätigt werden und mit der Präventions- und Repressionspolitik im Bereich der Verkehrssicherheit verbunden sind, sowie Investitionen im Zusammenhang mit dem Perex-Zentrum;

Art. 5 - § 1 - Es wird ein Fonds für die regionalen Verkehrsverstöße geschaffen, der einen Haushaltsfonds gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung bildet.

§ 2 - Außer unmittelbar dem allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region überwiesenen Einnahmen für einen Höchstbetrag von 43.950.000 Euro werden dem in § 1 erwähnten Fonds die diesen Betrag überschreitenden Einnahmen zugewiesen, die sich aus den sofortigen Erhebungen, Vergleichen und strafrechtlichen Geldbußen ergeben, die mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Bestimmungen in Sachen Straßenverkehr verbunden sind, und Letzteren je nach dem Ort des Verstoßes unter Einhaltung von Artikel 2bis des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen zugewiesen werden.

§ 3 - Den Mitteln bezüglich des in § 1 erwähnten Fonds werden nur folgende Ausgaben angerechnet:

- 1° Ausgabe zur Finanzierung der Sicherung des regionalen Straßennetzes mittels Investitionen für Bauarbeiten, Elektromechanik und für den Erwerb von Ausrüstungen;
- 2° Ausgaben zur Finanzierung der Aktionen für die Sensibilisierung und die Ausbildung im Bereich der Verkehrssicherheit;
- 3° Ausgaben zur Finanzierung der Sicherung der Unfallschwerpunkte auf dem gesamten Wallonischen Straßennetz.

Art. 6 - Das Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentlicher Arbeiten, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 2015, wird aufgehoben.

Artikel 12 des Dekrets vom 16. Juli 2015 Dekret zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2015 wird aufgehoben.

Artikel 9 des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen wird aufgehoben.

Art. 7 - Der am 31. Dezember 2015 verfügbare Restbetrag des durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 errichteten Fonds für technische Studien wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluss der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds für technische Studien des vorliegenden Dekrets überwiesen.

Der am 31. Dezember 2015 verfügbare Restbetrag des durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 errichteten Maut- und Havariefonds - Bereich Straßen und Autobahnen wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluss der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds für den Straßenverkehr überwiesen.

Der am 31. Dezember 2015 verfügbare Restbetrag des durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 errichteten Verkehrs- und Havariefonds – Bereich Wasserstraßen wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluss der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds für den Binnenschiffsverkehr überwiesen.

Der am 31. Dezember 2015 verfügbare Restbetrag des durch das Dekret vom 16. Dezember 2015 errichteten Fonds für die Verkehrssicherheit und die regionale Sensibilisierung für die Verkehrssicherheit wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluss der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds für die Verkehrssicherheit überwiesen.

Der am 31. Dezember 2015 verfügbare Restbetrag des durch das Programmdekret vom 11. Dezember 2014 errichteten Fonds für Verstöße im Bereich des regionalen Straßenverkehrs wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluss der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds für die regionalen Verkehrsverstöße des vorliegenden Dekrets überwiesen.

Art. 8 - Die Wallonische Regierung verpflichtet sich, dem Wallonischen Parlament einen ausführlichen Gesamtbericht der operativen und finanziellen Tätigkeiten der durch vorliegendes Dekret betroffenen Fonds zu übermitteln.

Art. 9 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. Oktober 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 292 (2015-2016), Nr. 1-4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Oktober 2015

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205078]

29 OKTOBER 2015. — Decreet houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Opgericht wordt een Fonds voor technische studies, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Bestemd worden voor het in § 1 bedoelde Fonds, de ontvangsten :

1° uit de prestaties van zowel de studiebureaus van het Departement Technische studies van het operationele Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst, als van andere studiebureaus van de Waalse Overheidsdienst aangewezen door de Regering voor rekening van een andere persoon dan het Waalse Gewest;

2° uit alle betalingen opgelegd bij de wetgevende en reglementaire bepalingen betreffende het gebruik van het wegen- en snelwegennetwerk op het vlak van gevaarlijk en uitzonderlijk vervoer.

§ 3. Op het krediet betreffende het in § 1 bedoeld Fonds worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op:

1° de gedeeltelijke onderaanneming van verschillende bestellingen die bij de studiebureaus bedoeld in § 2, 1°, worden geplaatst;

2° de aankoop van roerende vaste of immateriële goederen in verband met de uitvoering van de bestellingen die bij de in § 2, 1°, bedoelde bureaus worden geplaatst;

3° de indienstneming van personeelsleden met een arbeidsovereenkomst van beperkte duur voor de uitvoering van bestellingen;

4° allerhande proefprojecten en experimentele, onderzoeks- en ontwikkelingsstelsels inzake kunstwerken of wegen.

Art. 2. § 1. Opgericht wordt een Fonds voor het Verkeer, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Bestemd worden voor het in § 1 bedoelde Fonds, de ontvangsten uit:

1° de terugbetalingen uitgevoerd door derden verantwoordelijk voor schade aan de roerende en onroerende goederen van het domein van het Waalse Gewest dat beheerd wordt door het operationele Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen, alsook uit terugvorderingen van ten onrechte voorgesloten bedragen in het kader van de regeling van geschillen inzake aansprakelijkheid wegens genoemde feiten;

2° alle betalingen opgelegd bij de wetgevende en reglementaire bepalingen betreffende het gebruik van het wegen- en snelwegennetwerk, met inbegrip van het Eurovignet en de wegenisbijdrage Gas, met uitzondering van die bedoeld overeenkomstig het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens;

3° de administratieve boetes geïnd krachtens artikel 9 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, wanneer de overtreding op het gewestelijk openbaar waterwegendomein begaan werd;

4° de stortingen van de Europese tegemoetkomingen verkregen in het kader van het CENTRICO-programma ("Central European Region Transport Telematics Implementation Project");

5° de administratieve boetes geïnd inzake gevaarlijk en uitzonderlijk wegvervoer;

6° de administratieve boetes geïnd inzake veiligheid, afmetingen en signalisatie van de lading;

7° de administratieve boetes geïnd inzake de plaatsing van de verkeerstekens;

8° de administratieve boetes geïnd inzake autokeuring en homologatie van voertuigen;

9° de administratieve boetes geïnd inzake snelheid.

§ 3. Op het krediet betreffende het in § 1 bedoeld Fonds worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op:

1° het herstel van de schade aan het wegen- en autowegennetwerk;

2° de bouw en het onderhoud van het wegen- en autowegennetwerk, met inbegrip van de tegemoetkomingen ten gunste van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuren) (SOFICO);

3° de betaling van de in het kader van het Europees CENTRICO-programma uitgevoerde werken en studies;

4° de financiering van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" (Waals Agentschap voor Verkeersveiligheid);

5° de financiering van uitgaven voor de veiligheid van het gewestelijke verkeersnet waaronder de behandeling van zijdelingse obstakels op gewestwegen via uitgaven inzake civiele bouwkunde, wegunrustingen, diensten;

6° de financiering van de controleactiviteiten en -middelen van de domaniale Politie;

7° de financiering van databanken en beheersinstrumenten voor gevaarlijk en uitzonderlijk wegvervoer;

8° de financiering van databanken inzake verkeerstekens en van het contactpunt met de GPS-kaartbeheerders;

9° het gebruik van nieuwe technologieën en procedures met het oog op een betere efficiëntie van de nodige controles voor de veiligheid van de weggebruikers, met inbegrip van de financiering van de activiteiten in verband met de goedkeuring van de meetinstrumenten in het kader van de gewestelijke bevoegdheden inzake controle en verkeersveiligheid;

10° subsidies voor studies en proefprojecten met betrekking tot het wegen- en autosnelwegendomein.

§ 4. Bovendien kan het in § 1 bedoelde Fonds de stortingen die de "SOFICO" heeft verricht om de onteigeningen die het Gewest zal uitvoeren met het oog op de verwezenlijking van zijn projecten te financieren, registreren en deze bedragen storten aan de onteigende eigenaars.

Art. 3. § 1. Opggericht wordt een Fonds voor het rivierverkeer, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Bestemd worden voor het in § 1 bedoelde Fonds de ontvangsten uit:

1° de terugbetalingen uitgevoerd door derden verantwoordelijk voor schade aan de roerende en onroerende goederen van het domein van het Waalse Gewest dat beheerd wordt door het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen, alsook uit terugvorderingen van ten onrechte voorgeschoten bedragen, namelijk in het kader van de regeling van geschillen inzake aansprakelijkheid wegens genoemde feiten;

2° alle betalingen opgelegd bij de wetgevende en reglementaire bepalingen betreffende het gebruik van het waterwegennetwerk en de aanhorigheden ervan;

3° de terugbetalingen uitgevoerd in het kader van projecten die het voorwerp uitmaken van een Europese medefinanciering (zoals Interreg -RET-T) en die het Waalse gedeelte van de medefinanciering beogen;

4° de administratieve boetes geïnd krachtens artikel 9 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, wanneer de overtreding op het gewestelijk openbaar waterwegendomein begaan werd;

5° de verkoop van vervaardigde producten uit de "Carrière de Gore", met inbegrip van de bezoldiging van de personeelsleden voor hun desbetreffende dienstverleningen;

6° de terugbetalingen uitgevoerd door de binnenlandse instelling bedoeld bij artikel 9 van de overeenkomst betreffende de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996, overeenkomstig artikel 5, § 2, 5°, van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Gewesten ondertekend op 3 december 2009, betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996;

7° de tonnenmaat en de certificering van schepen;

8° de administratieve boetes geïnd inzake de regels van politie over het verkeer op waterwegen;

9° de administratieve boetes geïnd inzake de regels met betrekking tot de bemanningsvoorschriften inzake de binnenvaart en de regels inzake de veiligheid van binnenschepen en binnenschepen die ook voor niet-internationale reizen op zee worden gebruikt;

10° de verkoop van groene certificaten uit de gewestelijke hydraulische productie;

11° de facturatie voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart zoals bedoeld bij de bijlage van het koninklijk besluit van 7 december 2007 tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart;

12° de facturatie voor prestaties van derden uitgevoerd door de diensten van het Departement Studies en Beheerondersteuning van het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen.

§ 3. Op het krediet betreffende het in § 1 bedoeld Fonds worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op:

1° het herstel van de schade aan het waterwegennetwerk;

2° het onderhoud van voornoemd netwerk;

3° projecten medegefinancierd met Europese fondsen waarvan de voorfinanciering ten laste is van het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen;

4° de verzameling, afgifte en inname van afval op het waterwegennetwerk beheerd door het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen, overeenkomstig het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996;

5° de tonnenmaat en de certificering van schepen;

6° de financiering van de controleactiviteiten en -middelen van de domaniale Politie;

7° de tenlasteneming van de prestaties uitgevoerd door derden voor het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart;

8° de tenlasteneming van kleine werkingsuitgaven van het Departement Studies en Beheerondersteuning van het Operationeel directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen, in het bijzonder in het kader van de door derden uitgevoerde prestaties.

§ 4. Het in § 1 bedoelde fonds kan de stortingen registreren die de "SOFICO" heeft verricht als tegenprestatie van de door de Waalse Overheidsdienst verleende diensten in het kader van het dienstcontract betreffende het beheer van de waterwegen.

Art. 4. § 1. Oppericht wordt een Fonds voor verkeersveiligheid, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Bestemd worden voor het Fonds de ontvangsten met betrekking tot:

- 1° de vergoedingen te innen voor de goedkeuring van motorvoertuigen;
- 2° de vergoedingen volgend op de controle- en toezichtskosten van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht;
- 3° de vergoedingen uit rijsscholen en daarmee gelijkgestelden;
- 4° de vergoedingen voor het behalen van brevetten van beroepsbekwaamheid in het kader van het rijexamen;
- 5° de vergoedingen voortvloeiend uit de indiening van een verzoek bij de beroepscommissie inzake het rijexamen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;
- 6° de door de keuringsstations verschuldigde vergoedingen, met inbegrip van die bedoeld in artikel 22 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht.

Bij ontbinding van de VZW "Fonds voor Voorziening en van Openbaar Nut voor de Inspectie van Automobielen (FLA)", wordt het eventuele overschot van de netto-ontvangsten geïnd door de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen in het kader van hun activiteiten, zoals bedoeld bij de artikelen 23 en 24 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht, bestemd als ontvangst voor het in § 1 bedoelde Fonds.

§ 3. Op het krediet betreffende het in § 1 bedoeld Fonds worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op:

- 1° het rijexamen, met inbegrip van de organisatie van de examens voor het verkrijgen van het rijbewijs, de beroepscommissie inzake rijopleiding en de organisatie van de examens van de opleiders voor rijsscholen;
- 2° de keuringsstations en de verbetering ervan;
- 3° de homologatie van voertuigen;
- 4° de tenlasteneming van de kosten veroorzaakt door de organisatie van de specifieke rijexamens voor de personen met motorische of psychologische problemen;
- 5° de organisatie van de controles van de meetapparaten in de keuringsstations;
- 6° de bewustmakings- en voorlichtingsacties inzake verkeersveiligheid;
- 7° de ontwikkeling van een pedagogische voortzetting inzake bewustmaking en voorlichting inzake verkeersveiligheid en mobiliteit in het voorschools-, leerplichtonderwijs en hoger onderwijs;
- 8° de dekking van de werkingskosten van deficitaire keuringsstations, zoals bedoeld bij artikel 24 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht;
- 9° de investeringen in infrastructuur voor de keuringsstations;
- 10° het beheerscentrum van de openbare verkeerswegen, wegen en bevaarbare waterwegen, van het Waalse Gewest;
- 11° de financiering van de veiligheid van het gewestelijke verkeersnet via investeringen inzake civiele bouwkunde, elektromechanica en aankoop van materieel;
- 12° de financiering van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" (Waals Agentschap voor Verkeersveiligheid);
- 13° de door de SOFICO verrichte investeringen gebonden aan het preventie- en bestraffingsbeleid inzake verkeersveiligheid alsook de investeringen gebonden aan het Perex-centrum.

Art. 5. § 1. Oppericht wordt een Fonds voor de gewestelijke verkeersovertredingen, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 4 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Met uitzondering van de ontvangsten voor een maximumbedrag van 43.950.000 € dat rechtstreeks wordt gestort op de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest, worden de volgende ontvangsten bestemd worden voor het in § 1 bedoelde Fonds: de ontvangsten die hoger zijn dan dit bedrag, voortvloeiend uit de onmiddellijke inningen, transacties en strafboetes gebonden aan de overtredingen van de reglementering inzake verkeersveiligheid die vallen onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest en die hem worden toegekend naar gelang van de plaats van de overtreding overeenkomstig artikel 2bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 3. Op het krediet betreffende het in § 1 bedoeld Fonds worden enkel de uitgaven aangerekend die betrekking hebben op:

- 1° de financiering van de veiligheid van het gewestelijke verkeersnet via investeringen inzake civiele bouwkunde, elektromechanica en aankoop van materieel;
- 2° de financiering van de bewustmakings- en voorlichtingsacties inzake verkeersveiligheid;
- 3° de financiering van de beveiliging van knelpunten op het gezamenlijke Waalse verkeersnet.

Art. 6. Het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 juli 2015, wordt opgeheven.

Artikel 12 van het decreet van 16 juli 2015 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015 wordt opgeheven.

Artikel 9 van het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit wordt opgeheven.

Art. 7. Het op 31 december 2015 beschikbaar saldo van het Fonds voor technische studies opgericht bij het decreet van 17 december 1992 wordt ten belope van het bedrag nodig voor de aanzuivering van de aangeane verbintenissen ten laste van bedoeld Fonds overgedragen aan het Fonds voor technische studies van dit decreet.

Het op 31 december 2015 beschikbaar saldo van het Tol- en Averijfonds - Sector Wegen en Autosnelwegen, opgericht bij het decreet van 17 december 1992, wordt ten belope van het bedrag nodig voor de aanzuivering van de aangeane verbintenissen ten laste van bedoeld Fonds overgedragen aan het Fonds van het verkeer.

Het op 31 december 2015 beschikbaar saldo van het Tol- en Averijfonds - Sector Waterwegen, opgericht bij het decreet van 17 december 1992, wordt ten belope van het bedrag nodig voor de aanzuivering van de aangeane verbintenissen ten laste van bedoeld Fonds overgedragen aan het Fonds van het rivierverkeer.

Het op 31 december 2015 beschikbaar saldo van het Fonds voor Verkeersveiligheid en voor gewestelijke sensibilisering voor verkeersveiligheid, opgericht bij het decreet van 16 juli 2015, wordt ten belope van het bedrag nodig voor de aanzuivering van de aangeane verbintenissen ten laste van bedoeld Fonds overgedragen aan het Fonds voor Verkeersveiligheid.

Het op 31 december 2015 beschikbaar saldo van het Fonds inzake de gewestelijke verkeersovertredingen, opgericht bij het decreet van 11 december 2014, wordt ten belope van het bedrag nodig voor de aanzuivering van de aangeane verbintenissen ten laste van bedoeld Fonds overgedragen aan het Fonds inzake de gewestelijke verkeersovertredingen van dit decreet.

Art. 8. De Waalse Regering verbindt zich ertoe het Waals Parlement een jaarverslag te verstrekken waarin van de operationele en financiële activiteiten van de fondsen vallend onder dit decreet een gedetailleerd overzicht wordt gegeven.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuren, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, 292 (2015-2016), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 oktober 2015.

Bespreking.

Stemming.